



Un métier, une histoire

La grande vacance

Menace sur les **colonies de vacances**. Alors que l'été bat son plein, le secteur fait face à une pénurie d'animateurs. La faute à des conditions de travail et de rémunération régulièrement dénoncées.

Pendant plusieurs étés de suite, Victor a été animateur de colonies de vacances dans un manoir à côté de Châteauroux. Mais désormais, si le jeune homme de 24 ans originaire du sud de l'Île-de-France travaille toujours au même endroit, il a troqué sa casquette contre des gants en plastique pour faire la plonge. La raison? *"Je n'ai pas voulu arrêter de partir en colonie, mais je suis bien mieux payé"*, raconte-t-il. Puis: *"Animateur, c'est un métier difficile."* L'organisme pour lequel Victor travaille accueille 90 jeunes par semaine. Au programme: cuisine pédagogique, cirque, activités dans les bois et poney. À raison d'un animateur pour huit enfants, Victor considère que l'association qui gère la colonie fait partie de celles qui n'exploitent pas ses animateurs. *"Mais il faut apprendre à tenir le rythme, dit-il. Il peut y avoir des accidents, des activités et des jeux qui tournent mal. Pendant mon premier séjour, j'ai mal géré certaines situations. Ça m'est arrivé d'être à bout et de m'énerver bien plus que ce qu'il faudrait car j'étais fatigué."* Alors, va pour la plonge. Un cas loin d'être isolé. Comme Victor, ils sont de plus en plus à claquer définitivement la porte. Ou à ne même pas l'ouvrir. Au point que le secteur fait face à une inquiétante pénurie d'animateurs. Aurélien, 36 ans, est professeur d'EPS à l'année et directeur de séjour l'été. D'habitude, il n'a aucun mal à trouver des animateurs pour ses colonies à l'étranger, qui font rêver. Mais cette année, *"c'est la première fois que je galère, confie-t-il. J'ai dû attendre début juin pour avoir mon équipe*

complète pour un séjour en Grèce". Sur les pages dédiées, les offres de postes défilent. *"Avant, quand je passais une annonce, je pouvais recevoir 30 CV en trois jours. Là, je n'en ai eu que quatre ou cinq, il faut vraiment aller les chercher"*, poursuit-il. Preuve à l'appui: s'ils étaient encore 55 000 à obtenir le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) en 2016, indique l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, leur nombre a chuté à 31 000 en 2020. Et le Covid n'est pas le seul responsable de cette chute: ils n'étaient déjà plus que 43 000 en 2019, un an avant la pandémie.

Manque de formation

Où faut-il chercher les raisons de la perte d'attractivité des colonies? *"Le diplôme coûte très cher par rapport à ce qu'on gagne après"*, répond Solène, 19 ans, qui a rejoint en juillet la Nouvelle-Aquitaine pour quelques semaines de colonie, avant un séjour avec des adultes en situation de handicap en août. Pour l'obtention du précieux sésame, il faut compter autour de 1 000 euros, dont seulement 200 sont systématiquement financés par des aides en 2022. Tout ça pour une semaine de formation théorique, deux semaines de stage pratique et une semaine de spécialisation. Après plusieurs années d'animation puis de direction, Floriane est devenue formatrice BAFA. À 33 ans, celle qui travaille à l'année dans une école maternelle a vu de nombreux visages passer. Si elle convient que la formation



théorique est très limitée, c'est pourtant dans la pratique qu'elle identifie le plus de problèmes. *"Il y a de moins en moins d'accompagnement des stagiaires pratiques de la part des directeurs, ce qui fait que certains abandonnent"*, regrette-t-elle. Jeanne a été confrontée à plusieurs reprises à ce manque de formation. Aujourd'hui étudiante en sciences politiques et animatrice l'été, elle n'a pas oublié ce jour où deux jeunes collègues ont fondu en





JACQUES LUCI / PHOTONORSTOCK VIA AFP

larmes après qu'une enfant s'est confiée à elles: *"Au-delà du fait que ce n'est pas la bonne réaction à avoir, cela montre le manque de formation. Je pense que ces deux animatrices ne sont pas revenues en colo ensuite, car elles ont été choquées par cet épisode."*

Autre élément peu attractif, donc: le salaire, compris en moyenne entre 30 et 35 euros pour une journée qui s'étend de 7h à minuit, quand ce n'est pas plus

tard. Derrière ces conditions de travail se cache un cadre juridique unique en son genre: le contrat d'engagement éducatif. Il trouve son origine dans une loi de 2006 qui définit l'animation en centre d'accueil de mineurs comme un "volontariat associatif" recevant une compensation financière. Selon le texte, la rémunération par jour de l'employé(e) "ne doit pas être inférieure à deux fois le smic horaire", soit actuellement 21,70 euros brut,

quand le smic journalier est, en France, à 75,95 euros brut. En échange, la nourriture et l'hébergement sont "intégralement à la charge de l'organisateur et ne sont pas considérés comme des avantages en nature lorsque la fonction nécessite une présence continue auprès du public accueilli". *"Il s'agit d'un contrat de droit privé largement dérogoratoire au code du travail"*, constate Joao Viegas, avocat spécialisé en droit public, qui pointe les horaires à





rallonge et se dit choqué que les revenus soient aussi faibles. *“Je ne vois aucune raison qu'on les prive de la rémunération au smic.”*

“On est payés au lance-pierre”, confirme Celanye. Animatrice depuis une dizaine d'années, la jeune femme de 29 ans a abandonné l'idée de vivre de sa passion – *“C'est impossible”*. Elle est aujourd'hui obligée de travailler en tant que serveuse dans une boîte à Paris pendant les périodes de creux. *“Je ne comprends pas pourquoi on est mieux payés dans la restauration, alors qu'on n'y a pas d'enfants sous sa responsabilité”,* déplore-t-elle.

En général, les animateurs passent une ou deux semaines dans une colonie. Desquelles ils ressortent lessivés. Avec en moyenne dix à douze enfants à charge toute la journée, puis une réunion et la préparation des activités du lendemain, les heures de sommeil sont éparpillées et le travail intense. Seul moment pour souffler: un jour de repos par semaine, qui n'est pas obligatoire. Il y a dix ans, des repos compensateurs plus importants ont été mis en place. *“Sauf qu'on n'arrive pas à les prendre”,* objecte Celanye. La faute à un nombre d'animateurs insuffisant pour permettre de véritables rotations.

Drames en vue

Alors, la fatigue s'installe, parfois au détriment de la sécurité des enfants. Et des drames surviennent. En 2009, alors qu'elle conduisait un car lors d'une colonie aux États-Unis proposée par un organisme français, une animatrice s'est endormie au volant. Deux adolescentes ont perdu la vie dans l'accident. En réalité, l'animatrice n'était pas censée conduire car elle n'avait pas dormi, mais il n'y avait aucun chauffeur en vue. Lors de la première colonie de Celanye, *“le directeur n'avait pas bien regardé les fiches sanitaires, raconte-t-elle. Une des jeunes était anorexique et on ne s'était pas aperçus qu'elle ne mangeait pas, car on était quatre animateurs pour 50 enfants. Je me suis retrouvée, à 17 ans,*



Une animatrice rassure une petite fille lors d'un voyage en colonie de vacances, en 2008.

à faire un massage cardiaque dans les toilettes”. L'insuffisance de la formation conduit aussi à embaucher des animateurs qui ne mesurent pas les responsabilités.

“Je ne comprends pas pourquoi on est mieux payés dans la restauration, alors qu'on n'y a pas d'enfants sous sa responsabilité”

Celanye, animatrice et serveuse

Clémence en a fait les frais. Lors d'une colonie, cette ancienne animatrice de 25 ans, titulaire d'un CAP petite enfance, raconte comment une de ses collègues n'a pas surveillé les enfants un après-midi: *“C'était une colo de jeunes placés en famille d'accueil. Et cet après-midi-là, une fille s'est mutilée. Heureusement, un autre animateur l'a trouvée et les infirmières l'ont prise en charge.”* Depuis, Clémence a fait un burn out et arrêté complètement l'animation. Cathy aussi a arrêté les colonies de vacances il y a cinq ans, après 30 années de direction. C'est l'accumulation

de tâches hors animation qui l'a fait fuir. *“Avant, chaque employé avait un rôle bien précis. Aujourd'hui, le directeur et les animateurs doivent tout faire: laver le linge, le repas, le ménage”,* explique-t-elle. Lors de son dernier séjour d'un mois au bord de la mer, elle a gagné 1 000 euros net. *“J'étais mieux payée à 25 ou 30 ans qu'aujourd'hui, rendez-vous compte! Nous, tout ce qu'on demande, c'est d'être respectés.”*

Face au risque de fermetures de centres, des “Assises de l'animation” se sont tenues de novembre à janvier derniers. Un plan composé de 25 mesures en est ressorti: il comprend la création d'un comité de filière et l'augmentation du minimum légal. Mais la plupart des contrats dépassent déjà le montant journalier. Face à la perte de vue des valeurs fondatrices des colonies de vacances – *“créées pour donner aux enfants des milieux populaires l'opportunité de partir en vacances”*, rappelle Victor-, qui aujourd'hui peuvent atteindre des prix très élevés, peut-être est-il temps de réviser ce contrat. Aurélien, lui, espère que la pénurie d'animateurs va mener à une réflexion: *“Le minimum serait de doubler la rémunération. Le dévouement, c'est bien, mais s'il n'y a plus d'animateurs, il n'y a plus de colonies.”* – CAROLINE CHAMBON